

Les Nouvelles de Loire-Atlantique



La lettre électronique

8 mai 2020

N°7

« La France fraternelle et solidaire, c'est vous ! »

C'est par ces mots que Fabien Roussel, Secrétaire National du PCF, s'adresse aux français. Le communiste reconnaît le courage et la détermination dont ils font preuve face à la pandémie et au difficile confinement qui a bouleversé leur vie.

Bien entendu il réaffirme son soutien aux soignants qui continuent de faire face malgré les conditions difficiles dans lesquelles ils travaillent : des hôpitaux et un système de soin sacrifiés, juge-t-il.

Hommage aussi à toutes celles et tous ceux qui ont continué de travailler et dont les salaires devront être revalorisés et il ajoute :

« Les étudiants, les salariés qui perdent 16% de leur salaire, les personnes âgées et les familles sous le seuil de pauvreté doivent être aidés. C'est pour cela que nous demandons le blocage des prix

des produits de première nécessité, le gel des loyers, des factures, une allocation de solidarité pour les plus pauvres, le salaire maintenu à 100% en chômage partiel. »

Avec le déconfinement et le retour des élèves à l'école, le premier secrétaire insiste également sur l'importance de « l'accès à toutes et tous aux tests et aux masques. »

« Le peuple ne doit pas payer le prix de la pandémie » conclue-t-il,

« Nous avons besoin d'une société nouvelle respectueuse des populations et de la nature, en France comme à l'échelle de la planète. »



D'une seule voix



pour une protection efficace et pour la santé de la population.

Crise du Covid-19. Neuf organisations politiques de Loire-Atlantique parlent d'une voix commune : ils exigent une autre politique

laquelle ils soutiennent les organisations syndicales « sur leurs exigences du déconfinement et les revendications des personnels soignants.e.s ».

Pour ces organisations de gauche, « la situation impose de changer de politique radicalement ». « Il nous faut dès aujourd'hui construire une autre société, de gauche et écologiste. La société de demain devra prendre acte de l'échec du capitalisme néo-

qu'ils considèrent urgentes :

- « - Protégeons toute la population : des masques et des tests pour tous et toutes
- Des milliards pour l'hôpital, pas pour le capital : la santé vaut plus que les profits
- Retour de l'impôt sur la fortune.
- Notre plan de relance : Climat Emploi Justice sociale
- Dès maintenant : déconfinons le droit du travail

Ces 9 partis et mouvements politiques de gauche et écologistes* ont choisi d'unir leur voix pour « faire entendre les re-

vendications nécessaires afin de protéger la population du virus »

S'ils observent qu'il n'est pas possible de maintenir indéfiniment la population confinée pour eux, « les conditions du déconfinement prévues par le Gouvernement ne conviennent pas, que ce soit en termes de matériel de protection, de tests de dépistage, d'effectifs dans les écoles, collèges, lycées ».

Déjà, notent-ils, avant le déconfinement, des travailleurs ont été contraint à la reprise au péril de leur santé. C'est la raison pour

libéral et sortir de la toute-puissance du monde de la finance. L'économie devra être mise au service des gens et non l'inverse. Il est urgent de repenser le modèle économique de notre société et de proposer une meilleure distribution et redistribution des richesses ainsi qu'un renforcement de notre modèle social. » assurent-ils.

Afin de répondre à la crise et préparer le terrain pour une société qui fonctionne sur de nouvelles bases il font 10 propositions

des transactions financières, des GAFAM, des multinationales

- Partager le travail, Redistribuer les richesses
- Stop aux ordonnances ! Respectez la démocratie.
- Relocalisations, Coopérations : Un nouveau mode de développement. »



GAUCHE
DÉMOCRATIQUE
& SOCIALE



nouvelle
DONNE



GÉNÉRATION-S
Loire-Atlantique



- Reconnaissance du caractère de maladie professionnelle pour tous les travailleurs frappés par le covid
- Réorientons l'argent : Taxation

des transactions financières, des GAFAM, des multinationales

- Partager le travail, Redistribuer les richesses
- Stop aux ordonnances ! Respectez la démocratie.
- Relocalisations, Coopérations : Un nouveau mode de développement. »

*EELV, Ensemble!, GDS, GRS, Nouvelle Donne, Génération-S, PS, PCF, UDB



Alors que la France rentre dans un processus de déconfinement progressif, la rentrée des classes du 11 mai fait débat tant les incertitudes demeurent sur cette rentrée.

Le PCF quant à lui en appelle à un plan d'urgence pour l'éducation à décliner en trois temps :

1. des mesures nécessaires à la réouverture des écoles pour toutes et tous et qui doivent intervenir le plus vite possible

2. des mesures à prendre d'ici la rentrée de septembre pour entamer une réorientation profonde des politiques éducatives

3. des mesures de moyen terme, visant à construire une politique éducative en rupture avec les logiques qui nous ont conduits à la crise.

En découlent les 17 propositions suivantes :

L'éducation de toutes et tous est une responsabilité nationale

1. Les conditions de la réouverture des écoles doivent être définies nationalement, en concertation avec l'ensemble des acteurs de l'éducation, et financées par un fonds national dédié. L'État ne peut pas se décharger de ses responsabilités sur les collectivités locales !

2. Débat au Parlement sur la réouverture des écoles et les leçons à tirer de la politique de confinement.

3. En finir avec la mise en concurrence des territoires et des établissements : cadrage national des horaires, fin de la politique d'« autonomie » des établissements.

La priorité est d'assurer la sécurité sanitaire de toutes et tous pour enrayer l'épidémie

4. L'État doit fournir le matériel nécessaire pour suivre les préconisations du CHSCT : masques, savon et sèche-mains, gel hydro-alcoolique et tests de dépistage, thermomètres pour permettre la surveillance des enfants.

5. Il faut d'urgence reconstruire une médecine scolaire, pour les enfants et pour les personnels : recrutement d'infirmier-e-s, de psychologues et de médecins scolaires. Nous demandons un véritable service de santé pour tous les personnels. Il faut être plus nombreux dans les établissements pour faire respecter les règles d'hygiène.

6. Groupes réduits : pas plus de 12 par classe. Reconnaître et s'appuyer sur l'expertise et la connaissance du terrain des professionnels au contact avec les enfants pour bâtir avec les collectivités les adaptations locales nécessaires pour assurer un réel retour à la scolarité de tous.

La réduction des effectifs, dès maintenant et à la rentrée prochaine, exige des moyens matériels et humains

7. Recrutement massif de personnels enseignants pour pérenniser ces doublages et assurer un volant large de remplaçants pour les mois qui viennent : ouverture des

places au concours, titularisation des personnels précaires et des stagiaires ; puis mise en place dès le budget 2021 d'un plan pluriannuel de recrutement et de formation pour l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale. Il faut aussi des personnels spécialisés pour reconstruire les RASED.



Ainsi que des personnels d'aide administrative et d'encadrement (ATSEM, vie scolaire).

8. Moratoire sur les suppressions de postes et les fermetures de classes. La rentrée 2020 doit être organisée selon un principe simple : rien de moins ! À partir de 2021, la carte scolaire devient pluriannuelle pour favoriser la stabilisation des équipes.

9. Plan national d'organisation, de rénovation et d'équipement des bâtiments scolaires, avec des normes sanitaires revues pour tirer les leçons de la crise et un plan de soutien financier aux collectivités, au même titre que celui qui a été décidé pour les entreprises.

10. L'interruption scolaire et l'échec de la « continuité pédagogique » ont rendu visibles les graves inégalités matérielles face à l'école. Tirons-en les leçons en créant un fonds national pour fournir aux élèves et aux familles les outils indispensables aux apprentissages et garantir la gratuité de l'éducation.

11. L'école est irremplaçable ! Donnons aux enseignant-e-s et aux élèves le temps nécessaire à la reprise des apprentissages : augmentation du volume horaire d'ensei-

gnement qui a fortement baissé sous le coup des politiques libérales et prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans. Plus de temps scolaire, c'est le seul moyen pour cesser de déléguer aux familles les missions de l'école.

12. Aménagement des programmes scolaires, avec lissage sur deux ans, en particulier en fin de cycle.

13. Donnons aux enseignants le temps de faire évoluer leurs pratiques : un temps pour la concertation des équipes, la réflexion et la formation inclus dans leur service et un plan de relance de la formation continue.

14. Bâtir un dispositif de lutte contre la difficulté scolaire avec des équipes pluri-professionnelles (RASED, psychologues de l'Éducation nationale, enseignants spécialisés).

15. En finir avec le dogme de l'individualisation des parcours : abrogation de la réforme du lycée et de Parcoursup.

Après des années de mensonges, de mépris, de maltraitance, il n'y aura pas de mesures d'urgence pour l'école sans l'implication de l'ensemble des acteurs : personnels, jeunes, familles, élus, associations partenaires...

16. Moratoire sur l'ensemble des réformes en cours (lycée, bac, enseignement supérieur et formation des enseignants) et ouverture d'états généraux de l'éducation.

17. Augmentation immédiate et durable de la dépense nationale d'éducation, de la maternelle à l'université et pour la formation tout au long de la vie. L'argent existe ! Les milliards de la BCE seront plus utiles dépensés dans les services publics qu'injectés dans les marchés financiers. Le renforcement de l'Éducation nationale comme de l'ensemble des services publics peut s'appuyer sur une fiscalité plus juste (rétablissement de l'ISF, taxation des revenus financiers, abandon du CICE).

Ils travaillent pendant la crise !

Avec le déconfinement progressif, des élèves vont retrouver le chemin de l'école, NLA a rencontré Adeline institutrice en maternelle dans le quartier de Malakoff, à Nantes.

NLA: Avec la crise sanitaire due au coronavirus, il a beaucoup été question de la fermeture des écoles, d'enseignement à distance...

De ton côté, comment as-tu vécu cette période où tes élèves étaient confinés ?

Adeline: L'école Henri Bergson où je travaille est restée ouverte pendant tout le temps du confinement, même pendant les vacances, mais pour fournir aux parents, sur rendez-vous, des photocopies et du petit matériel (peinture, crayons, pâte à modeler...), matériel donné par la ville de Nantes. Nous avons assuré une présence dans l'établissement par roulement.

Par ailleurs, nous avons appelé chaque famille une fois par semaine afin de maintenir le lien, de voir comment cela se passait...

Avec les collègues (9 enseignants et la directrice), nous avons mis en place une web-radio, pour 30 minutes d'émission par jour, en nous distribuant les rubriques. Il y avait à chaque fois une histoire, une chanson, une devinette, un défi, une recette, un petit travail (par exemple autour de l'alphabet)... Nous avons demandé aux parents des photos. Ce fonctionnement devrait continuer jusqu'au 20 mai.

NLA: Il n'y avait pas d'enfants de soignants ou d'autres professions prioritaires accueillis dans l'école ?



Adeline: Pas à Henri Bergson, mais, pour le quartier, à l'école Emile Péhant où je suis allée aider pendant une journée.

NLA: Comment vois-tu le déconfinement annoncé ? Qu'est-ce qui est mis en place ?

Adeline: Nous avons eu aujourd'hui une réunion de trois heures, mais qui n'a abordé que le quart de ce qu'il y a à voir. Nous avons parlé du nombre d'enfants qu'on pourrait accueillir dans les classes, de l'absence éventuelle des ATSEM, des piqueniques apportés par les élèves à cause des cantines toujours fermées... On avance à petits pas. Il y a une certaine inquiétude quant au nombre d'animateurs sur le temps périscolaire. Nous avons aussi travaillé sur le sens de circulation dans l'école, et sur ce que nous allions dire aux parents (accueil du matin échelonné donc plus long, protocoles à respecter, prises de températures...)

NLA: Il y aura d'autres réunions ?

Adeline: Jeudi, notamment pour parler, entre autres, des dortoirs, lundi prochain

pour l'organisation dans les classes. Nous serons entre nous lundi et mardi (11 et 12 mai), pour préparer au mieux l'accueil des enfants présents jeudi 14.

Fonction publique : les primes de la discorde

Alors que les fonctionnaires sont en première ligne face à l'épidémie de Covid-19, le gouvernement a annoncé le versement de primes. Mal-payés de l'avis d'Emmanuel Macron lui-même, les agents de l'État, de l'hôpital public et des collectivités territoriales n'auront pas droit à de véritables négociations salariales mais à une nouvelle gestion ponctuelle, au cas par cas, de leur rémunérations. Après avoir annoncé triomphalement une prime de 1000 euros à chaque fonctionnaire engagé dans la lutte face à l'épidémie, le gouvernement a généré un malaise en entretenant le flou autour de son attribution : concrètement, tous les fonctionnaires ne la toucheront pas et le montant exact ne sera pas égal pour tous. L'individualisation des rémunérations est une technique courante du patronat pour esquiver la négociation collective. Qu'elle soit utilisée dans un moment aussi exceptionnel pour « récompenser » les agents et salariés contractuels qui ont permis de maintenir des services publics essentiels à la vie de la Nation est inacceptable pour les fonctionnaires.

Le gouvernement En Marche ! semble découvrir aujourd'hui les vertus de la fonction publique en période de crise. Il n'en a pas toujours été ainsi. En janvier 2020, le secrétaire d'État à la fonction publique, Olivier Dussopt envisageait encore de geler le point d'indice, base du calcul des traitements des fonctionnaires, jusqu'en 2022. En décembre dernier, la fédération CGT des services publics estimait à 18 % en moyenne la perte de pouvoir d'achat d'un fonctionnaire depuis le 1^{er} janvier 2000.

En annonçant des primes distribuées comme des bon points, le gouvernement se moque des hommes et des femmes dont le travail longtemps invisibilisé a été déterminant pour permettre au pays de traverser la crise sanitaire du mieux possible. Ces primes ne sont pas de nature à répondre au manque d'attractivité des métiers de la fonction publique. Dans le public comme dans le privé, le gouvernement doit prendre ses responsabilités en ouvrant de larges négociations salariales.



Victoire syndicale dans l'aéronautique !

La justice a tranché ! L'entreprise nazairienne Stelia Aerospace du groupe Airbus a été condamnée à fournir une autorisation de déplacement à un délégué syndical. En effet, depuis le début du confinement, Karl Mahé, de la CGT, était interdit par son employeur d'accéder à l'usine et d'accomplir sa mission de protection et de soutien aux salariés. Il pourra désormais le faire. La crise sanitaire révèle des pratiques patronales inacceptables et le rôle indispensable des organisations syndicales pour défendre les droits sociaux des salariés.

Le vieux monde n'a pas dit son dernier mot

La pandémie de Coronavirus ne freine pas l'ardeur des libre-échangistes. Mardi 28 avril, l'Union Européenne et le Mexique ont finalisé leur négociation sur un nouvel accord commercial. Dorénavant, la quasi-totalité du commerce de biens entre les 2 protagonistes, sera exempt

de droits de douane. Il est prévu, notamment, l'ouverture du marché européen à 20 000 tonnes de viandes bovines mexicaines.

Comme pour les traités de libre-échange avec les Etats-Unis (TAFTA) ou bien le Canada (CETA), l'accord avec le Mexique prévoit aussi l'ouverture des marchés publics de chaque « partenaire » et le règlement des « différends » entre des entreprises et des Etats, concernés par l'accord, par le biais de négociations. Il va sans dire que le plus fort aura gain de cause. **Cet accord avec le Mexique suscite des levées de boucliers** et l'hostilité des partisans d'un nouveau modèle économique, social et environnemental pour organiser le commerce mondial. Parmi eux, des syndicats agricoles tels le MODEF (Mouvement de défense des exploitants familiaux) ou la Confédération Paysanne qui dénoncent les conséquences de cet accord pour les agriculteurs et la qualité des produits alimentaires qui sera proposée aux consommateurs. Victimes des choix politiques libéraux, de la fluctuation des prix, du manque de régulation des volumes et du marché, et désormais de la crise du covid-19, ces paysans craignent une nouvelle baisse de leurs revenus, la perte d'emplois, l'arrivée sur le marché français de nouveaux produits élevés et cultivés dans de mauvaises conditions sociales et environnementales. **Malgré la crise du coronavirus, les intérêts économiques des financiers des cours boursiers agricoles, les importateurs-exportateurs et les grands exploitants n'ont pas confiné la recherche du profit.** Ils peuvent compter sur leurs relais politiques.



dans « le monde d'avant ». Tandis que les peuples combattent le coronavirus et s'interrogent sur le « nouveau monde » à construire, les serveurs du grand capital organisent les reculs sociaux et environnementaux, leur nouvel ordre mondial sans contraintes civilisationnelles. Seules

Le 13 avril, Emmanuel Macron annonçait : « il nous faudra rebâtir notre indépendance alimentaire et sanitaire ». La France a pourtant paraphé l'accord et dans « le monde d'après » macroniste, le libre-échange demeure un levier de croissance économique. Comme

de puissantes mobilisations pour combattre les traités de libre-échange, pour défendre de nouveaux modèles et de nouvelles coopérations internationales enrayeront cette machine folle.

Les députés communistes au chevet des viticulteurs

Jean Paul Dufrègne a interrogé le ministre de l'agriculture et de l'alimentation concernant la situation des vignerons indépendants. Ces structures familiales et artisanales souffrent tout particulièrement de la crise (vente directe rendue difficile, fermeture des cafés/restaurants, annulation des salons...).

Les données économiques alarmantes montrent que ces petits producteurs ont perdu 60% de leur chiffre d'affaires sur le mois de mars 2020 par rapport à mars 2019 et 80% sur le mois d'avril.

Le député demande au ministre un dispositif d'aides complémentaires, « *considérant que les réponses apportées par l'Etat jusqu'à présent ne sont pas à la hauteur des enjeux spécifiques à leur activité.* »

Commémorations du 8 mai 1945 Malgré le COVID le Comité départemental du souvenir lance un appel

RÉSISTANCE 44

Comité du Souvenir des fusillés de Chateaubriant de Nantes et de Loire-Inférieure

« La terrible crise sanitaire que traverse le pays ne doit pas occulter la célébration du 75ème anniversaire de la capitulation sans condition des armées nazies, le 8 mai prochain, même si le confinement général interdit les manifestations publiques.

à aller individuellement déposer le 8 mai 2020 une fleur, un bouquet, un dessin, un poème sur les monuments aux morts, au pied des plaques du souvenir de toutes les victimes du nazisme dans chaque commune.

Dans ce contexte, le Comité départemental du souvenir des fusillés de Chateaubriant et Nantes et de la Résistance en Loire-Inférieure, le Comité local de Chateaubriant et le Comité local d'Indre s'associent à l'initiative du Comité parisien de la Libération et avec de nombreuses associations mémorielles, **appelle nos concitoyens et concitoyennes - tout en respectant les gestes barrières, la distanciation physique et les modalités des déplacements dérogatoires -**

De 1940 à 1944, dans la France envahie, nos aînés ont bravé l'occupant et ses collaborateurs et chaque 1er mai, 14 juillet et 11 novembre ont su trouver le moyen de fleurir les monuments aux morts de nos communes. 75 ans plus tard, nous devons rappeler leur héroïsme et leur victoire, celle de la liberté et de la démocratie sur la barbarie nazie. »



MUGUET DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
PROCUREZ-VOUS VOTRE BRIN NUMÉRIQUE



UTILE À LA DÉMOCRATIE
UTILE AUX SOIGNANTS



N'attendez plus !

Si ce n'est déjà fait, vous avez jusqu'au 11 mai pour participer à la souscription du muguet 2020.
50% des bénéfices seront reversés au fond de dotation du CHU.

La vidéo



A partager largement, la vidéo du PCF sur la casse de l'hôpital public, c'est par [ici](#).

Partager la lettre de
Fabien Roussel, Secrétaire National du PCF,
C'est par [ici](#)...



ILS NOUS ONT QUITTÉS

Nous venons d'apprendre le décès de notre camarade Marcelle VINET, décédée du coronavirus à l'âge de 86 ans. Marcelle était membre de la Cellule Jeanne Labourbe de la Section Nantes-Nord, jadis... et a rejoint la cellule Le Paih avec son mari Georges.

La fédération de Loire-Atlantique du PCF adresse ses plus sincères condoléances à Georges et à ses enfants.